

Richard Bergeron, chroniqueur urbain
Ici Radio-Canada Première 95,1 FM, émission Le 15-18

COVID-19 : La crainte à l'endroit des Montréalais

Chronique du 12 mai 2020

J'ai été peiné depuis une semaine de constater les réactions de crainte que les Montréalais suscitent apparemment partout dans les régions du Québec, allant chez certains jusqu'à dire :

- *« Montréalais, restez chez vous : on ne veut pas vous voir ! »*

Je ne conteste pas la stratégie de déconfinement adoptée par le Gouvernement du Québec :

- Chacun comprend combien la situation actuelle de Montréal est tragique;
- Et combien il en va différemment dans les régions du Québec.

Reste que toute crise fait ressortir le **meilleur** mais également certains aspects **moins reluisants** d'une société. À cet égard, la crise sanitaire du COVID-19 a mis en lumière :

- **Côté meilleur**, le haut degré d'unité, de responsabilité et de solidarité des Québécois;
- **Côté moins reluisant**, tout récemment, un début de xénophobie anti-Montréalais.

Je n'y vois malheureusement rien de neuf sous le soleil. Car il y a longtemps que je m'inquiète que se creuse un fossé de plus en plus profond entre Montréal et le reste du Québec. J'endosse conséquemment tout à fait l'entame du chroniqueur **Claude Villeneuve** du **Journal de Québec** de ce samedi 9 mai :

- *« Depuis longtemps, on a l'impression que Montréal et le reste du Québec s'en vont dans des directions opposées ».*

Je propose d'élargir la réalité ponctuelle actuelle en la situant dans le contexte plus général de la déconnexion graduelle entre les métropoles et leurs territoires « nationaux » d'insertion, partout dans le monde.

Le fétiche des « métropoles du monde »

Depuis une vingtaine d'années, la théorie la plus à la mode en ce qui concerne l'évolution des villes est celle de la mise en réseau à l'échelle de la planète des « villes-régions » les plus dynamiques, qui deviennent dès lors des « métropoles du monde ».

Je suis sûr que les auditeurs auront déjà entendu les nouvelles « **vérités** » suivantes :

- Quand on parle de développement économique, on ne doit plus raisonner en termes de pays mais bien de métropoles, puisque ce sont elles qui sont le lieu de création de l'essentiel des nouvelles richesses;
- Les métropoles échangent plus entre elles au sein des réseaux qu'elles composent que chacune d'elles avec le reste du pays qui l'accueille;

- Les métropoles dynamiques se reconnaissent au fait qu'elles accueillent les « **classes créatives** »;
- Lesdites classes créatives étant **très mobiles**, les métropoles du monde sont en concurrence les unes avec les autres pour **attirer les talents**;
- Jouant un rôle toujours plus déterminant, les métropoles doivent être dotés d'une plus grande **autonomie politique**.

De tels propos sont à mes yeux malheureux puisqu'ils invitent les métropoles à tourner le dos au reste de leurs territoires « nationaux » respectifs.

L'exemple de la France

On peut compter sur le cartésianisme des Français pour aller jusqu'au bout d'une bonne mais aussi d'une peut-être moins bonne idée.

La France avait déjà dans les années 1960 déployé une stratégie de développement d'un réseau de « métropoles d'équilibre ». Cette stratégie s'est accélérée depuis la fin des années 1990, dans la foulée du discours sur la mondialisation et de son pendant urbain, à savoir la constitution d'un réseau de « métropoles du monde » :

- Furent ainsi désignées Paris, Strasbourg, Lille, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille et Lyon;
- Toutes reçurent le titre de « métropoles », Lyon-métropole, Bordeaux-métropole, et ainsi de suite;
- Une gouvernance et des moyens financiers conséquents leurs furent attribués par l'État central;
- Le réseau TGV fut spécifiquement construit pour assurer les échanges entre ce réseau de métropoles à l'échelle autant nationale qu'européenne;
- Bref, tous les œufs furent mis dans ce panier.

Pendant ce temps, dans le reste du pays, l'État central :

- Démantelait des dizaines de milliers de kilomètres du réseau ferré secondaire;
- Faisait disparaître pratiquement tous les services publics : La Poste, les petits hôpitaux, les antennes locales de l'administration, etc.;
- Le secteur privé suivit, qui fit disparaître les services bancaires autant que le reliquat de service autobus, ne jugea pas utile d'offrir un service internet digne de ce nom, etc.;

En octobre 2014, le Conseil des relations internationales de Montréal, le CORIM, reçut Gérard Colomb, maire de Lyon et président de Lyon-métropole, qui prononça une vibrante allocution intitulée **Lyon, Montréal : Le temps des métropoles**. Quelqu'un du CORIM, connaissant son auditoire, craignant donc que personne ne se présente au micro à l'étape des Questions-Réponses qui devait suivre, me pria de préparer une question. Le moment venu, j'allai au micro :

- **Question** : Monsieur Colomb, vous avez été très convainquant quant aux ambitions que vous entretenez pour Lyon. Mais à vous écouter, on a l'impression que le reste de la France n'existe plus, que Lyon s'est en quelque sorte « extraite » du territoire français, pour ne plus entretenir de relations qu'avec ses paires en France et ailleurs dans le monde. Qu'advient-il alors du reste de la France, à quel avenir ce « reste de la France » peut-il aspirer ?
- **Réponse, à peine caricaturée**: Les gens des villes et villages périphériques n'ont pas à s'inquiéter. Nous des métropoles aimons aller nous y reposer. Et nombre d'entre nous, une fois arrivés à la retraite, choisirons d'aller y passer nos vieux jours¹.

Une réponse réaliste et brutale à la question que j'ai posée à Monsieur Colomb lui a été servie l'an dernier : ce fut celle des **Gilets Jaunes**.

Est-ce si différent au Québec ?

Au Québec, nous avons tout naturellement le réflexe de nous inspirer de ce qui se fait en France. Cette idée de « métropole » dotée de pouvoirs et de moyens financiers élargis, nous l'avons trouvée suffisamment bonne pour l'appliquer à Montréal : en 2017, une loi sur la Métropole fut à cette fin votée par le parlement.

Comme je suis originaire du Lac Saint-Jean, je sais toutes les suspicions et récriminations que les gens des régions peuvent entretenir à l'encontre de Montréal. D'autant que :

- 1) Trop de Montréalais avouent sans aucune honte ne rien connaître des régions, tout en se montrant condescendants à leur endroit;
- 2) La disparition des services autant publics que privés en régions s'apparente fort à ce qui fut décrit pour la France;
- 3) La composition ethnique, sociale et culturelle de Montréal s'écarte de plus en plus de celle des régions;
- 4) Jusqu'à sa représentation politique, qui n'a plus rien à voir avec celle des régions.

Bref, en régions, on voit Montréal poursuivre en solo ses rêves de grandeur... au point de se demander si elle a encore le sentiment de faire partie du Québec.

Conclusion

Souvent à tort mais aussi trop fréquemment à raison, les régions ont senti que Montréal ne se souciait guère d'elles, trop occupée qu'elle était à « s'échapper par le haut ».

D'une certaine façon, par leur méfiance en ces temps de pandémie, les régions rendent présentement à Montréal la monnaie de sa pièce.

Il ne faut surtout pas s'en féliciter : un double phénomène malheureux n'ouvre pas une perspective heureuse

¹ Incidemment, Michel Houellebecq, dans *La carte et le territoire*, formule le même avis, élargi à l'échelle mondiale cette fois : les « pays français » seraient appelés à devenir la destination préférée d'un certain type de tourisme consistant à faire l'expérience d'une qualité de vie ultra sophistiquée.